

Vers un aggiornamento de l'institution militaire

suite de la page 7

On ne peut davantage leur faire grief d'avoir cherché à convaincre l'opinion occidentale des dangers que faisait courir, selon eux, le courant islamiste fondamentaliste pour l'ensemble des libertés.

Il ne s'agit pas ici de théoriser sur la place et le rôle de l'intellectuel algérien. D'autres l'ont fait avec une autorité scientifique à laquelle l'auteur de ces lignes ne prétend pas. S'il fallait choisir un point de départ pour les besoins de la démonstration, je prendrai les événements d'Octobre 1988.

Les islamistes comme les «intellectuels» ont cherché à récupérer ces événements en accablant le régime et en le tenant pour responsable de cette tragédie. Il était avéré depuis le discours du président Bendjedid le 19 septembre 1988 que les événements d'Octobre procédaient d'une lutte entre factions.

Tous les intellectuels qui ont dénoncé la répression qui s'en est suivie ont fait chorus au discours expiatoire du président de la République.

Jusque-là, ils s'étaient abstenus de critiquer le régime, ses clans, ses coteries. Nombre d'entre eux collaboraient en qualité d'experts et de consultants et représentaient même l'Etat algérien dans des délégations officielles. Ils avaient, à des degrés divers, tous apporté leur caution éclairée au régime de Bendjedid.

Pourtant, avant les événements d'Octobre 1988, il y a avait eu les maquis islamistes (à partir de 1985), les émeutes de Constantine et de Sétif (1986), le code de la famille (1984) et plus loin encore le Printemps berbère. Au mieux, l'attentisme était la caractéristique de tous ces intellectuels.

Il a fallu que le régime décide d'ouvrir le champ politique pour que de toutes parts fusent les mises en garde sur un air de «on vous l'avait bien dit.»⁽⁶⁾

Au sein des élites intellectuelles algériennes, il est utile de dissocier plusieurs catégories. Il y a les intellectuels qui ne s'impliquent pas dans le débat public, qu'il s'agisse de proposer ou de critiquer, comme si l'Algérie était pour eux un pays étranger.

Il y a ceux qui acceptent le rôle d'«intellectuels organiques», en contrepartie de gratifications de toutes sortes comme celles que reçoivent les mercenaires. Eux aussi ne prennent jamais position et affichent un parti pris d'indifférence ou de neutralité à l'égard des questions politiques.

Il y a une troisième catégorie, celle qui critique le régime algérien de l'extérieur en diabolisant l'institution militaire mais après s'être assurée qu'elle pouvait le faire en toute impunité. Nombre de procureurs de l'institution militaire sont aujourd'hui appointés par des officines étrangères (certaines proches de l'Internationale socialiste) pour accabler le régime algérien⁽⁹⁾.

Jadis, ces intellectuels, au plus fort de la tourmente politique et sociale, émargeaient au budget de l'Etat, jouissaient de privilèges exorbitants ainsi que de rentes de situation voire de passe droits aux dépens des mêmes Algériens qui leur inspireront plus tard compassion ou commisération.

Reste la quatrième catégorie. Il s'agit d'une catégorie mixte constituée d'une part de personnes que le régime a déjà largement utilisées comme hommes de main, comblées de ses bienfaits et qui ont occupé au détriment de plus méritants qu'elles de hautes fonctions dans l'appareil

d'Etat et, d'autre part, de personnes qui ont attendu en vain un retour d'ascenseur pour «services rendus à la patrie», lequel ne s'est finalement pas produit.

La sonnette d'alarme tirée par 41 personnes en mai 2007 et dont il ne reste plus rien aujourd'hui⁽¹⁰⁾ coïncidait avec le moment où 90% des signataires avaient perdu l'espoir d'être recyclés dans le système.

Les cris d'orfraie sur la marginalisation des jeunes et des femmes, l'islamisation obscurantiste de la société, les dérives du système seraient pathétiques, n'étaient les états de service des signataires (à quelques exceptions près) qui n'ont jamais mis en pratique leur statut de directeurs de conscience autoproclamés, qu'il s'agisse par exemple de préparer la relève des générations, de dénoncer l'inégalité entre sexes (le code de la famille est resté en vigueur 21 ans durant et ce n'est pas grâce aux démocrates qu'il a été amendé dans le sens que l'on sait), de communiquer leur savoir-faire supposé ou encore de renoncer à considérer les institutions de l'Etat comme une chasse gardée ou les commissions d'évaluation qu'ils ont présidées, grâce à la bienveillance du président Bouteflika, comme un fonds de commerce inépuisable à des fins de médiatisation.

En près de 50 ans d'indépendance, il s'est produit davantage de changements au sein de la haute administration qu'au sein du club des bien-pensants qui découvrent sur le tard les maladies de notre société mais n'en continuent pas moins de se coopter en gelant le relais intergénérationnel qu'ils reprochent au régime d'avoir délibérément bloqué⁽¹¹⁾.

V) Les partis d'opposition et le mouvement associatif : des coquilles vides

En adoptant le constitutionnalisme libéral en février 1989, le pouvoir admettait qu'il n'était plus en mesure de se relégitimer auprès des populations en leur garantissant une répartition de la rente pétrolière, aussi inéquitable fût-elle.

La situation économique et sociale se dégradait continûment depuis février 1986, cependant que la montée du fondamentalisme religieux était couplée à un début de résistance armée dans les maquis.

Le seul moyen de stabiliser l'ordre social était de procéder à une nouvelle affectation des ressources politiques en instaurant le multipartisme⁽¹²⁾.

La consécration du multipartisme coïncide avec deux phénomènes : la délégitimation progressive du pouvoir en place aux yeux des populations, à cause de l'érosion de la rente pétrolière, qui est réservée aux clientèles du pouvoir et la montée inexorable du fondamentalisme islamique.

Les expressions violentes de ce malaise prospèrent sur le terreau fertile des inégalités sociales, du chômage, de la pénurie de logements et de la mal-vie exprimée notamment par les jeunes.

Compte tenu de l'accumulation des attentes non satisfaites de la population et de l'inconnue majeure que représentent les nouveaux partis agréés, seule une formation d'obédience populiste pouvait tirer les dividendes de la libéralisation du champ politique.

Le populisme du FLN ayant échoué à faire émerger une société cohérente et homogène, il revenait au FIS de prendre le relais en adoptant la rhétorique du FLN sur fond

de millénarisme religieux. Certes, la légalisation du FIS s'effectue au mépris de la Constitution, mais elle n'est remise en cause par aucune formation politique agréée, ni bien évidemment par les populations qui appellent majoritairement de leurs vœux l'accession au pouvoir d'une formation qui porte leurs espérances à plus d'égalité et à moins d'exclusion économique et culturelle⁽¹³⁾.

De la fin du monopole de la représentation politique par le FLN, beaucoup de démocrates sincères attendaient l'heure de la sécularisation politique et l'ouverture d'un vrai débat démocratique.

La parenthèse ouverte en 1989 commença de se refermer à l'occasion des élections locales de juin 1990 (qui virent la victoire du FIS), puis de la montée en puissance du même FIS en juin 1991 (report des élections législatives, arrestation des principaux dirigeants du mouvement), enfin de l'interruption du processus électoral en janvier 1992 (après le succès du FIS au premier tour des législatives le 26 décembre 1991).

De la conviction que la démocratie pluraliste était irréversible, il ressort que nos intellectuels ne disposaient pas — et ne disposent toujours pas — des outils conceptuels pour penser la complexité du réel et appréhender rationnellement les évolutions de leur propre société. Ils demeurent prisonniers des schémas d'analyse qui permettent la compréhension des seuls processus d'avènement des démocraties occidentales⁽¹⁴⁾.

Le bilan que l'on peut dresser de 20 ans de multipartisme n'est pas encourageant.

Les partis, dans leur immense majorité, n'ont pu remplir correctement aucune des fonctions classiques que leur impartit le système représentatif : formation de l'opinion, sélection de candidats aptes à pallier l'insuffisance numérique des élites politico-administratives, issues du système du parti unique, encadrement des élus et des militants.

Quels sont les partis qui ont créé des cellules d'évaluation et de prospective qui auraient rendu possible l'élaboration d'un projet politique crédible ? Aucun.

La fermeture des partis aux élites intellectuelles indépendantes a constitué un autre handicap pour eux. Les formations politiques ne disposent ni de banques de données ni d'outils stratégiques probants.

En 20 ans, aucune formation politique n'a été en mesure de promouvoir en son sein une expertise de qualité, non seulement pour évaluer l'état des lieux, mais encore pour saisir les enjeux nationaux et internationaux au sein desquels l'Algérie doit s'inscrire pour imposer son rang et ses choix.

En dehors des périodes électorales, les partis n'ont aucune existence concrète. Lorsque, dans un entretien accordé au journal *Le Monde* (9 mars 2009), le secrétaire général du RCD, Saïd Sadi, affirme que «l'opposition est en permanence sur le terrain», qu'elle fait «un travail de proximité quotidien», mais que simplement «son action n'est pas visible», est-il conscient de commettre là un contresens absolu ? On ne peut à la fois constater la profonde désaffection de l'opinion publique à l'égard du pouvoir et considérer que l'action de l'opposition passe inaperçue.

Si rejet il y a par la population du régime en place, il est peu vraisemblable qu'une opposition, même bâillonnée, censurée et exclue des médias publics, puisse même faire entendre un soupçon de voix. La désaffection des populations à l'égard du pouvoir en place suppose également une désaffection similai-

re à l'égard des médias lourds qui entendent étouffer les voix de l'opposition.

A l'heure du satellite, de l'Internet et d'une presse indépendante très critique à l'égard du président de la République, il est invraisemblable qu'une action de l'opposition, fût-elle la plus lilliputienne, reste imperceptible ou que le travail de terrain que celle-ci prétend accomplir n'ait pas été, à ce jour, apprécié à sa juste valeur par des électeurs en quête d'un projet politique alternatif.

La réalité est hélas ailleurs. La population rejette dans une même opprobre une partie du régime et l'ensemble de l'opposition qu'elle considère comme un simple alibi des élites dirigeantes.

Il appartient aux partis dits de l'opposition d'administrer la preuve du contraire, ne serait-ce qu'en unissant leurs voix et en s'efforçant d'élaborer une plate-forme programmatique à minima pour convaincre de leur bonne foi une opinion à juste titre désabusée, mais qu'il est encore possible de reconquérir, pour peu que l'opposition abandonne le registre de la duplicité.

Il est très loin le temps où cette entreprise pouvait exposer ses auteurs à quelques repréailles que ce soit. S'agissant du mouvement associatif, le bilan qui porte sur la même période (1990-2009) est pareillement négatif.

L'Algérie ne possède pas encore de société civile. Ce n'est certes pas à l'aune des milliers d'associations, créées depuis l'entrée en vigueur de la loi du 5 décembre 1990, qu'on peut mesurer la vigueur du mouvement associatif autonome. Plus de 90 % des associations ne se conforment pas aux prescriptions de leurs statuts et de leur règlement intérieur.

Les ressources financières collectées à travers les subventions de l'Etat, dons et legs sont souvent détournées par les instances dirigeantes de ces ONG, comme le montre le nombre d'affaires portées en justice.

Le ministère de l'Intérieur n'est pas outillé humainement et matériellement pour procéder à un contrôle rigoureux du fonctionnement et de l'activité des ONG.

En annonçant le révision de la loi sur les associations, le ministre de l'Intérieur ne cherche nullement à porter atteinte à la liberté d'association, mais au contraire à la renforcer en séparant le bon grain de l'ivraie.

Tout ce que l'Algérie compte de démocrates ne pourra qu'approuver la révision de cette loi, dès lors qu'elle vise uniquement à instaurer la plus grande transparence pour ce qui est de l'origine et de l'affectation des ressources collectées par les ONG.

En ce qui concerne à présent les sociétés savantes (ou think tanks), contrairement aux idées reçues, le pouvoir ne s'oppose pas à leur libre expression et ne crée aucune entrave à leur épanouissement. Mais nos élites intellectuelles sont loin d'avoir acquis la culture démocratique par laquelle elles pourraient exister indépendamment de la bienveillance du pouvoir d'Etat.

Nos intellectuels préfèrent squatter les alcôves des institutions officielles ou faire antichambre auprès des puissants du moment, dans l'espoir de troquer un statut symbolique et social, certes en déshérence, contre des positions de pouvoir exclusivement nominales.

Il est vrai, cependant, qu'il existe des think tanks entièrement dévoués aux services de sécurité, mais on ne peut déplorer leur existence, dès lors qu'il s'agit de fournir aux décideurs une expertise et une compréhension des situations internes et internationales, sans lesquelles l'institution militaire serait impuissante à assurer la protection du territoire national et des popula-

tions. A ce compte-là, il faudrait adresser les mêmes griefs aux think tanks qui travaillent de façon quasi institutionnelle pour les services de sécurité américains, britanniques, français, allemands, japonais, pays démocratiques, s'il en est.

Il est, à cet égard, normal que l'exercice des missions confiées à ces centres de réflexion soit assortie de précautions et le choix de leurs membres rigoureusement sélectionné, puisque aussi bien ces centres manient des secrets d'Etat et des informations hautement confidentielles.

**A. M.
*Professeur d'enseignement supérieur, ancien chargé de mission à la présidence de la République
(A suivre)**

(1) 20-27 août 1957 au Caire

(2) 16 décembre 1959-18 juin 1960 Tripoli 1

(3) Cf P. Balta et Cl. Rulleau, *La Stratégie de Boumedienne*, Sindbad, Paris, 1978

(4) V. JJ. Lavenue, *L'Armée algérienne et les institutions*, RDP, 1993, p.101.

(5) Cf S. Goumeziane, *Le Mal algérien. Economie politique d'une transition inachevée*, 1962-1994, Fayard, 1994.

(6) Hypothèse suggérée par la venue en Algérie, en juillet 1998 à Alger pour une mission d'information d'un panel onusien présidé par l'ancien président de la République du Portugal, Mario Soares.

(7) Par exemple, celle défendue par F. Burgat in *L'Islamisme en face*, Edition actualisée, La Découverte/Poche, 2007.

(8) Voir cependant l'analyse prémonitoire du doyen A. Mahiou : *L'évolution des rapports entre l'Etat et la société dans le discours politique algérien*, in *Aspects du changement socioculturel en Algérie*, Centre culturel français, Paris, 1987.

(9) V. l'ouvrage de Madjid Benchikh, *Algérie, Un système politique militarisé*, L'Harmattan, 2003, qui vaut abjuration de la part de son auteur de toute la période pendant laquelle il a servi avec un zèle particulier le régime qu'il dénonce et grâce auquel il a acquis sa notoriété.

(10) Appel pompeusement intitulé : *Principes fondateurs d'une coordination républicaine pour un changement démocratique moderne*.

(11) L. Addi, *L'Algérie et la démocratie. Pouvoir et crise du politique dans l'Algérie contemporaine*, Editions La Découverte, 1994.

(12) A. Mahiou, *Les contraintes et incertitudes du système politique in Où va l'Algérie ?* Karthala – Iremam, 2001, pp. 13-34.

(13) N'échappent à ce travers, selon nous, que deux auteurs au savoir encyclopédique : l'Algérien A. Mahiou et le Tunisien Yadh Benachour, dont on lira avec profit le magnifique ouvrage : *Le Rôle des civilisations dans le système international. Droit et relations internationales*, Editions Bruylant, Bruxelles, 2004.

(14) Cf le remarquable ouvrage de Ch. Mesbah, *Problématique Algérie*, Editions *Le Soir d'Algérie*, Alger 2009, préface de A. Mehri.